

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 april 2009;
Op de voordracht van de Minister van Economie en van de Minister van Begroting en Financiën;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. De "Caisse d'Investissement de Wallonie", afgekort: "C.I.W.", wordt ertoe gemachtigd om een openbaar beroep te doen op het spaarwezen in de zin van artikel 438 van het Wetboek van vennootschappen, en om obligaties uit te geven.

De voorwaarden voor de uitgifte van de obligaties vastgelegd bij de beslissing van de raad van bestuur van de "C.I.W." van 8 mei 2009, zijn goedgekeurd.

Art. 2. De obligaties uitgegeven door de "C.I.W.", overeenkomstig artikel 1, genieten de gewestelijke garantie.

De gewestelijke garantie heeft betrekking op de nominale waarde van de obligatie. Die garantie is integraal, onvoorwaardelijk, onherroepelijk en bij het eerste verzoek opeisbaar.

Er wordt beroep gedaan op de gewestelijke garantie volgens de voorwaarden en de modaliteiten omschreven in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 houdende oprichting van de "Caisse d'Investissement de Wallonie" en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas.

De begunstigden van de gewestelijke garantie kunnen een beroep doen op de gewestelijke garantie als aan het einde van de termijn van de obligaties de "C.I.W." de nominale waarde van de obligaties niet volledig heeft terugbetaald, ongeacht de reden van deze niet-terugbetaling, met dien verstande dat het einde van de termijn eveneens geldt voor de oorspronkelijke termijn als voor het termijnverval in geval van vervroegde opeisbaarheid van de obligaties.

Art. 3. De Minister van Begroting en Financiën en de Minister van Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 8 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1703

[2009/202124]

23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services organisant des activités pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 24 et 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services organisant des activités pour personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mars 2009;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 26 mars 2009;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'accord-cadre tripartite du 28 février 2007 pour le secteur non marchand privé wallon;

Vu l'urgence spécialement motivée d'octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés à financer les mesures dudit accord-cadre;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le titre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services organisant des activités pour personnes handicapées est remplacé par la disposition suivante :

"Titre IV. — Du subventionnement des services agréés

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Art. 30. Dans les limites des crédits disponibles, les services agréés dans le cadre du présent arrêté bénéficient, à leur demande :

1° d'une subvention annuelle au titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

Les frais de personnel et de fonctionnement ne peuvent donner lieu à une subvention que s'ils ne sont pas couverts par une autre source de financement;

2° en ce qui concerne les services organisés par un pouvoir organisateur privé :

- a) d'une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires;
- b) d'une subvention spécifique leur permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables.

CHAPITRE II. — *Calcul de la subvention annuelle*

Art. 31. Le montant de la subvention annuelle pour l'année concernée est calculé comme suit :

1° pour chaque service et pour chaque catégorie tels que définis à l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, il est calculé le nombre d'équivalent temps plein de personnes handicapées ayant bénéficié d'activités du service agréé au cours de l'année civile précédente.

L'équivalent temps plein de chaque personne ayant fréquenté le service au cours de l'année concernée est égal à la division par 365 du nombre de jours compris entre :

- la date d'entrée dans le service de cette personne handicapée si la date d'entrée est dans l'année civile concernée, ou le 1^{er} janvier de l'année concernée si l'entrée a eu lieu avant le 1^{er} janvier de cette année civile;
- et la date de sortie du service de cette personne handicapée si la date de sortie est dans l'année civile concernée ou, le 31 décembre de cette année civile si la date de sortie est postérieure à l'année concernée ou non renseignée.

La somme des résultats obtenus pour chaque personne par catégorie de handicap constitue le nombre d'ETP du service;

2° le nombre de points du service agréé est obtenu par la somme des résultats d'ETP du service pour chaque catégorie de handicap multiplié par un coefficient égal à :

- 0,175 pour la catégorie A si le service organise des activités en journée;
- 0,1 775 pour la catégorie B si le service organise des activités en journée;
- 0,25 pour la catégorie C si le service organise des activités en journée;
- 0,705 pour la catégorie A si le service assure une prise en charge de nuit uniquement;
- 0,7 275 pour la catégorie B si le service assure une prise en charge de nuit uniquement;
- 0,75 pour la catégorie C si le service assure une prise en charge de nuit uniquement;
- 0,78 pour la catégorie A si le service assure des activités en journées et une prise en charge de nuit;
- 0,82 pour la catégorie B si le service assure des activités en journées et une prise en charge de nuit;
- 1 pour la catégorie C si le service assure des activités en journées et une prise en charge de nuit;

3° le nombre total des points du service est obtenu en procédant à la somme des points obtenus de l'ensemble du service;

4° le montant de la subvention proméritée par chaque service est calculée en multipliant le montant des crédits disponibles pour l'exécution du présent arrêté par le nombre de points obtenu par le service et divisé par le nombre total de points obtenus par l'addition de la totalité des points octroyés à l'ensemble des services visés par le présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Calcul de la subvention spécifique relative au financement des emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires*

Art. 32. § 1^{er}. L'Agence octroie aux services organisant des activités en journée, en nuit uniquement, en jour et nuit, suite à l'accord cadre tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon, une subvention spécifique pour assurer le financement des emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires à leur personnel.

§ 2. L'Agence affecte cette subvention spécifique aux services à concurrence d'un montant global de 65.119,16 euros.

Art. 33. § 1^{er}. La subvention spécifique visée à l'article 32, § 1^{er}, résulte de la multiplication du nombre d'équivalents temps plein valorisables de chaque service par un montant. Ce montant est obtenu en divisant l'enveloppe globale visée à l'article 32, § 2, par le nombre total d'équivalents temps plein valorisables de personnel pour l'ensemble des services.

§ 2. On entend par le nombre d'équivalents temps plein valorisables, la somme des prestations rémunérées des travailleurs, déduction faite des interventions d'autres pouvoirs publics, divisée par le total des heures rémunérées à prester pour justifier d'un équivalent temps plein durant l'année de référence.

CHAPITRE IV. — *Calcul de la subvention spécifique relative au financement des augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables*

Art. 34. § 1^{er}. L'Agence octroie aux services organisant des activités en nuit uniquement ou en jour et nuit, suite à l'accord cadre tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon, une subvention spécifique pour assurer le financement des augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables.

§ 2. L'Agence affecte cette subvention spécifique aux services à concurrence d'un montant global de 473.485,40 euros.

Art. 35. L'Agence répartit cette subvention supplémentaire aux services dans les limites des crédits budgétaires définis à l'article 34, § 2.

Art. 36. § 1^{er}. Le supplément visé à l'article 34, § 1^{er}, résulte de l'addition pour chaque service des sommes découlant de la multiplication :

1° du total des journées de prise en charge des bénéficiaires en semaine par le montant résultant du calcul tel que défini à l'article 37;

2° du total des journées de prise en charge des bénéficiaires en week-end par le montant résultant du calcul tel que défini à l'article 38.

§ 2. Les journées subsidiées et de prise en charge visées au § 1^{er} sont comptabilisées du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédant l'année d'attribution de la subvention supplémentaire.

§ 3. Les bénéficiaires d'une convention octroyée par le Comité de Gestion dans le cadre de la politique relative aux personnes handicapées prioritaires sont comptabilisés pour le calcul visé au § 1^{er} 1° et 2°.

Art. 37. La somme de 274.621,53 euros est divisée par le total des journées visées aux articles 36, § 1^{er}, 1^o, pour l'ensemble des services.

Art. 38. La somme de 198.863,87 euros est divisée par le total des journées visées aux articles 36, § 1^{er}, 2^o, pour l'ensemble des services.

CHAPITRE V. — Procédure

Art. 39. § 1^{er}. La demande de subventions doit être introduite, par courrier, auprès des services de l'Agence au plus tard le 1^{er} mars de l'année de la subvention.

Elle comporte les éléments visés à l'article 31 relatifs à l'année précédent l'année de la subvention.

§ 2. La subvention de l'année en cours est évaluée sur base des éléments de l'année précédente et fait l'objet d'une avance équivalente à 70 % du subside estimé sur la base des éléments fournis lors de la demande. Cette avance est payée au cours du premier semestre de l'année de la subvention.

§ 3. Le solde de la subvention est liquidé au cours du dernier trimestre de l'année de la subvention, en tenant compte de l'avance versée et des éléments visés à l'article 31 relatifs à l'année de subvention qui seront communiqués par le service pour le 30 novembre de l'année de subvention au plus tard.

Art. 40. Dans les trente jours de l'envoi de la demande de subvention, l'Agence adresse au demandeur un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet.

Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

Dans les trente jours de l'envoi du dossier complété, l'Agence adresse au demandeur un avis de réception dudit dossier et précise si celui-ci est à présent complet.

Art. 41. Les services d'inspection de l'Agence évaluent le respect par le service des dispositions visées au titre IV. Un rapport sur cette évaluation est adressé aux membres du Comité de gestion aux fins de l'éclairer dans sa décision.

Art. 42. Le Comité de gestion statue dans les deux mois suivant la réception du dossier complet de demande de subvention.

Art. 43. La décision de l'Agence mentionne le montant de la subvention pour l'année.

CHAPITRE VI. — Subvention particulière en vue de financer les primes syndicales

Art. 44. Pour les exercices 2007, 2008 et 2009, dans les limites du budget réservé à cet effet, l'Agence verse au nom des services, au fonds chargé d'assurer le paiement des primes syndicales, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur fixé en application de la loi du 1^{er} septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du secteur public telle qu'exécutée par les arrêtés royaux des 26 et 30 septembre 1980.

Art. 45. Les montants visés aux articles 32, § 2, 34, § 2, 37 et 38 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix (indice santé), conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public, et ce au prorata des mois concernés.

Art. 46. Une évaluation de la méthode de calcul visée aux articles 36 à 38 sera réalisée dans le courant du deuxième semestre 2009. Les services sont tenus à cet effet d'envoyer à l'Agence pour le 15 septembre 2009 au plus tard, un relevé dûment complété des coûts additionnels liés à la valorisation des heures inconfortables du 1^{er} semestre 2009. Ce relevé devra être établi sur le modèle défini par l'Agence."

Art. 3. Le corps de texte "aux articles 29, 36 et 37" du § 1^{er} de l'article 39 du même arrêté est remplacé par le corps de texte suivant "aux articles 29, 43 et 47".

Art. 4. L'article 44 du même arrêté est supprimé.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2009.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1703

[2009/202124]

23 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 24 en 30;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 maart 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 maart 2009;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 26 maart 2009;

Gelet op de gecoördineerde wetten of de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de driedelige raamovereenkomst van 28 februari 2007 voor de Waalse privé non profit sector;

Gelet op de bijzonder met redenen omklede dringende noodzakelijkheid om de betrokken gesubsidieerde diensten de middelen toe te kennen die bestemd zijn om de maatregelen van deze raamovereenkomst te financieren;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Titel IV van het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren, wordt vervangen als volgt :

“Titel IV. — Subsidiëring van de erkende diensten

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 30. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kunnen de in het kader van dit besluit erkende diensten op eigen verzoek voor hetvolgende in aanmerking komen :

1° een jaarlijkse subsidie bij wijze van tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten.

De personeels- en werkingskosten komen slechts in aanmerking voor een subsidie als ze niet door een andere financieringsbron worden gedekt;

2° wat betreft de diensten die door een private inrichtende macht worden georganiseerd :

a) een specifieke subsidie met het oog op de financiering van de compenserende banen ingevolge de toekenning van drie bijkomende jaarlijkse verlofdagen;

b) een specifieke subsidie met het oog op de financiering van de loonsverhogingen voortvloeiende uit de valorisatie van de ongemakkelijke uren.

HOOFDSTUK II. — *Berekening van de jaarlijkse subsidie*

Art. 31. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie voor het betrokken jaar wordt berekend als volgt :

1° voor elke dienst en voor elke categorie zoals bepaald in artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, wordt het aantal voltijds equivalenten gehandicapte personen berekend die tijdens het vorige kalenderjaar in aanmerking zijn gekomen voor activiteiten van de erkende dienst.

Het voltijds equivalent van elke persoon die de dienst tijdens het betrokken jaar heeft bezocht, wordt verkregen na deling door 365 van het aantal dagen inbegrepen tussen :

- de datum van opvang door de dienst van de gehandicapte persoon als die datum in het betrokken kalenderjaar inbegrepen is of 1 januari van het betrokken jaar als de opvang vóór 1 januari van dat kalenderjaar heeft plaatsgevonden;

- en de datum waarop de gehandicapte persoon de dienst heeft verlaten als die datum in het betrokken kalenderjaar inbegrepen is of 31 december van dit kalenderjaar als het verlaten na het betrokken of niet-aangegeven jaar plaatsvindt.

De som van de resultaten die voor elke persoon per categorie handicap behaald worden, is het aantal VTE van de dienst;

2° het aantal punten van de erkende dienst wordt verkregen door de som van de resultaten van VTE van de dienst voor elke categorie handicap te vermenigvuldigen met een coëfficiënt gelijk aan :

- 0,175 voor categorie A als de dienst dagactiviteiten organiseert;

- 0,1 775 voor categorie B als de dienst dagactiviteiten organiseert;

- 0,25 voor categorie C als de dienst dagactiviteiten organiseert;

- 0,705 voor categorie A als de dienst slechts voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;

- 0,7 275 voor categorie B als de dienst slechts voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;

- 0,75 voor categorie C als de dienst slechts voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;

- 0,78 voor categorie A als de dienst dagactiviteiten organiseert en voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;

- 0,82 voor categorie B als de dienst dagactiviteiten organiseert en voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;

- 1 voor categorie C als de dienst dagactiviteiten organiseert en voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;

3° het totaal aantal punten van de dienst wordt verkregen door het optellen van de punten verkregen van het geheel van de dienst;

4° het bedrag van de door elke dienst verdiende subsidie wordt berekend door het bedrag van de kredieten beschikbaar voor de uitvoering van dit besluit te vermenigvuldigen met het aantal punten behaald door de dienst en gedeeld door het totaal aantal punten verkregen door de optelling van de totaliteit van de punten toegekend aan het geheel van de diensten bedoeld in dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Berekening van de specifieke subsidie betreffende de financiering van de compenserende banen ingevolge de toekenning van drie bijkomende jaarlijkse verlofdagen*

Art. 32. § 1. Krachtens de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profit sector verleent het Agentschap de diensten die activiteiten overdag, uitsluitend 's nachts, en dag en nacht organiseren, een specifieke subsidie ter financiering van de compenserende banen ingevolge de toekenning van drie bijkomende verlofdagen per jaar aan hun personeel.

§ 2. Het Agentschap verleent deze specifieke subsidie aan de diensten ten belope van een globaal bedrag van 65.119,16 euro.

Art. 33. § 1. De specifieke subsidie bedoeld in artikel 32, § 1, wordt berekend door het aantal valoriseerbare voltijds equivalenten van elke dienst met een bedrag te vermenigvuldigen. Dit bedrag wordt berekend door de globale enveloppe bedoeld in artikel 32, § 2, te delen door het totaal aantal valoriseerbare voltijds equivalenten van het personeel voor het geheel van de diensten.

§ 2. Onder aantal valoriseerbare voltijds equivalenten wordt verstaan, de som van de bezoldigde prestaties van de werknemers, na aftrek van de tegemoetkomingen van andere overheden, gedeeld door het totaal te presteren bezoldigde uren om een voltijds equivalent tijdens het referentiejaar te rechtvaardigen.

HOOFDSTUK IV. — *Berekening van de specifieke subsidie betreffende de financiering van de loonsverhogingen voortvloeiende uit de valorisatie van de ongemakkelijke uren*

Art. 34. § 1. Krachtens de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profit sector verleent het Agentschap de diensten die activiteiten uitsluitend 's nachts of dag en nacht organiseren, een specifieke subsidie ter financiering van de loonsverhogingen voortvloeiende uit de valorisatie van de ongemakkelijke uren.

§ 2. Het Agentschap verleent deze specifieke subsidie aan de diensten ten belope van een globaal bedrag van 473.485,40 euro.

Art. 35. Het Agentschap verdeelt de bijkomende subsidie onder de diensten binnen de perken van de begrotingskredieten bedoeld in artikel 34, § 2.

Art. 36. § 1. De toeslag bedoeld in artikel 34, § 1, wordt voor elke dienst vastgesteld op basis van de optelling van de sommen die voortvloeien uit de vermenigvuldiging van :

1° het totaal aantal tenlastenemingsdagen van de begunstigden tijdens de week met het bedrag voortvloeiend uit de berekening zoals omschreven in artikel 37;

2° het totaal aantal tenlastenemingsdagen van de begunstigden tijdens het weekeinde met het bedrag voortvloeiend uit de berekening zoals omschreven in artikel 38.

§ 2. De gesubsidieerde en tenlastenemingsdagen bedoeld in § 1 worden geboekt van 1 januari tot 31 december van het jaar dat aan het toekenningsjaar van de bijkomende subsidie voorafgaat.

§ 3. De rechthebbenden op een overeenkomst toegekend door het Beheerscomité in het kader van het beleid betreffende de prioritaire gehandicapte personen, worden geboekt voor de berekening bedoeld in § 1, 1° en 2°.

Art. 37. De som van 274.621,53 euro wordt gedeeld door het totaal aantal dagen bedoeld in de artikelen 36, § 1, 1°, voor het geheel van de diensten.

Art. 38. De som van 198.863,87 euro wordt gedeeld door het totaal aantal dagen bedoeld in de artikelen 36, § 1, 2°, voor het geheel van de diensten.

HOOFDSTUK V. — *Procedure*

Art. 39. § 1. De subsidieaanvraag wordt uiterlijk 1 maart van het subsidiejaar per post ingediend bij de diensten van het Agentschap.

Ze bevat de gegevens bedoeld in artikel 31 die betrekking hebben op het jaar voorafgaand aan het subsidiejaar.

§ 2. De subsidie van het lopende jaar wordt geschat op basis van de gegevens van het vorige jaar en is het voorwerp van een voorschot gelijk aan 70 % van de subsidie, die geraamd wordt op grond van de gegevens verstrekt bij de aanvraag. Dat voorschot wordt betaald in de loop van de eerste semester van het subsidiejaar.

§ 3. Het saldo van de subsidie wordt uitbetaald in de loop van het laatste kwartaal van het subsidiejaar, rekening houdende met het gestorte voorschot en met de gegevens bedoeld in artikel 31 betreffende het subsidiejaar die uiterlijk 30 november van het subsidiejaar door de dienst worden meegedeeld.

Art. 40. Het Agentschap richt binnen dertig dagen na verzending van de subsidieaanvraag een bericht van ontvangst van het dossier aan de aanvrager, indien het volledig is.

Indien het dossier niet volledig is, geeft het Agentschap de aanvrager daar kennis van op dezelfde wijze en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Binnen dertig dagen na toezending van het volledige dossier bezorgt het Agentschap de aanvrager een bericht van ontvangst ervan en laat het hem weten dat het volledig is.

Art. 41. De inspectiediensten van het Agentschap gaan na of de bepalingen van titel IV in acht genomen worden door de dienst. Een verslag over deze evaluatie wordt aan de leden van het Beheerscomité gericht om hem van advies te dienen bij zijn besluitvorming.

Art. 42. Het Beheerscomité spreekt zich uit binnen twee maanden na ontvangst van het volledige subsidiedossier.

Art. 43. Het subsidiebedrag voor het jaar wordt in de beslissing van het Agentschap vermeld.

HOOFDSTUK VI. — *Bijzondere subsidie voor de financiering van de vakbondspremies*

Art. 44. Voor de boekjaren 2007, 2008 en 2009 stort het Agentschap, binnen de perken van de daartoe bestemde begroting, namens de diensten op het fonds dat instaat voor de betaling van de vakbondspremies, een bedrag dat overeenstemt met het aantal werknemers die er in aanmerking voor kunnen komen, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer vastgelegd overeenkomstig de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, zoals uitgevoerd bij de koninklijke besluiten van 26 en 30 september 1980.

Art. 45. De bedragen bedoeld in de artikelen 32, § 2, 34, § 2, 37 en 38 worden naar rato van de bedoelde maanden aan de schommelingen van de prijzenindex (gezondheidsindex) gekoppeld overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Art. 46. Een evaluatie van de berekeningsmethode bedoeld in de artikelen 36 tot 38 zal in de loop van het tweede semester 2009 worden uitgevoerd. Daartoe dienen de diensten uiterlijk 15 september 2009 een behoorlijk ingevulde opgave van de bijkomende kosten ingevolge de valorisatie van de ongemakkelijke uren naar het Agentschap te sturen. Deze opgave wordt opgesteld op basis van het door de Regering bepaalde model."

Art. 3. De hoofdtekst "in de artikelen 29, 36 en 37" van § 1 van artikel 39 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende hoofdtekst "in de artikelen 29, 43 en 47".

Art. 4. Artikel 44 van hetzelfde besluit vervalt.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2009.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT